



## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

POUR L'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 52/2021/ABHS

RELATIF A :

MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DU MATERIEL  
D'AUSCULTATION DES BARRAGES  
(Type SOIL INSTRUMENTS)

MARCHE RECONDUCTIBLE

Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales

## PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé en application de l'article 7 "Marchés-reconductibles", de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

### ENTRE :

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou à Fès représenté par son Directeur.  
Désigné ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS

D'UNE PART

ET

#### 1. Cas d'une personne morale

M.	Qualité
Au capital social	Patente n°
Registre de commerce de	Patente n°
Affilié à la CNSS sous n°	
Faisant élection de domicile au	
Compte bancaire n° (RIB su 24 positions)	
ouvert auprès de	

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

#### 2. Cas de personne physique

M.	Agissant en son nom et pour son propre compte
Registre de commerce de	Patente n°
Affilié à la CNSS sous n°	
Faisant élection de domicile au	
Compte bancaire n° (RIB su 24 positions)	
ouvert auprès de	

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

### 3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention :

les références de la convention

#### Membre 1 :

M.

Qualité

Au capital social

Patente n°

Registre de commerce de

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions)

ouvert auprès de

#### Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

#### Membre n :

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant :

M. (prénom, nom et qualité)

en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant :

Un compte bancaire commun sous n° (RIB su 24 positions) :

ouvert auprès de :

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'autre part

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

# SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 4 : RÉFÉRENCE AUX TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	6
ARTICLE 6 : PIÈCES MISES À LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 7 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE	8
ARTICLE 9 : SOUS – TRAITANCE	8
ARTICLE 10 : DURÉE DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	8
ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX	9
ARTICLE 12: RÉVISION DES PRIX	9
ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DÉFINITIF	9
ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 15 : ASSURANCES - RESPONSABILITÉS	10
ARTICLE 16 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	10
ARTICLE 17 : MODALITÉS DE RÉCEPTION	10
ARTICLE 18 : MODE DE RÈGLEMENT	10
ARTICLE 19 : PÉNALITÉS DE RETARD	11
ARTICLE 20 : PÉNALITÉS PARTICULIÈRES	11
ARTICLE 21 : RÉSILIATION DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	12
ARTICLE 23 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC	12
ARTICLE 24: RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	12
ARTICLE 25 : AVANCES	12
ARTICLE 26 : CAS DE FORCES MAJEURES	12
 <b>CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES</b>	 <b>14</b>
ARTICLE 27 : PRÉSENTATION ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS	14
ARTICLE 28: PRESTATIONS À LA CHARGE DU PRESTATAIRE	16
ARTICLE 29 : DOCUMENT À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE	20
ARTICLE 30 : DÉROULEMENT DE LA MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE	20
ARTICLE 31 : CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	21
ARTICLE 32 : RESPONSABILITÉ DU PRESTATAIRE	21
ARTICLE 33 : MOYENS MOBILISÉS PAR LE PRESTATAIRE	21
 <b>CHAPITRE III- MODE D'ÉVALUATION DES PRIX</b>	 <b>22</b>
<b>CHAPITRE IV- BORDEREAU DES PRIX – DÉTAIL ESTIMATIF</b>	<b>23</b>

## CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

### ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Le marché reconductible issu du présent appel d'offres a pour objet la maintenance préventive et corrective du matériel d'auscultation type Soil instrument installés dans les barrages relevant de la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, y compris la fourniture des pièces de rechange et de la main d'œuvre nécessaire :

	Barrage	Province
1	Alwahda	Ouezzane
2	Idriss 1er	Taounate
3	Asfalou	
4	Sahla	
5	Bouhouda	
6	Elkansera	Khemisset
7	Oueljet Essoltane	
8	Allal El fassi	Séfrou
9	Bab Louta	
10	Garde de Sebou	Kenitra
11	Ait Moulay Ahmed	Ifrane
12	Michlifén	
13	Sehb el Merga	Boulemane

### ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Marché passé en application de l'article 7 "Marchés-reconductibles", de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

### ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement.
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales.
3. Le bordereau des prix détail estimatif.
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le prestataire est soumis aux obligations des textes généraux réglementaires suivants :

- a. L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- b. Le Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics,

- c. Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux **marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre** passés pour le compte de l'Etat ;
- d. Décret n° 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux **avances** en matière de marchés publics ;
- e. **Code général des impôts** ;
- f. Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au **code du travail**,
- g. Circulaire n° 72/CAB du 26 Novembre 1992 d'application du Dahir n° 1.56.211 du 211 du 11 décembre 1956 relatif aux **garanties pécuniaires exigées** des soumissionnaires ou adjudicataires de marchés publics,
- h. L'arrêté du chef du gouvernement n° 3-302-15 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de **révision des prix** des marchés publics,
- i. Le dahir du 19 Février 2015 relatif au **nantissement**, tel qu'il a été modifié et complété,
- j. Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les **délais de paiements et les intérêts moratoires** relatif aux commandes publiques ;
- k. Les textes législatifs et réglementaires concernant **l'emploi et les salaires de la main d'œuvre** et notamment le Dahir no 2-72-051 du 15 Janvier 1972 portant revalorisation des salaires minimum interprofessionnels garantis et le décret n° 2-79-216 du 10 Joumada II 1399 (7 Mai 1979) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture,
- l. Les Dahir du 25 Juin 72, des 15 Mars et 21 Mai 1963 relatifs aux **accidents prévus par la législation du travail**.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

En outre, le prestataire devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le prestataire se référera aux plus récents d'entre eux.

Si les textes généraux présentent des clauses contradictoires, le concurrent devra se conformer au plus récent d'entre eux

## **ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE**

Conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n° 2-12-349, le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat ( si ce visa est requis).

L'approbation du marché issu du présent appel d'offres doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire dudit marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons du non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché issu de l'appel d'offres.

## **ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE**

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres, le maître d'ouvrage remet gratuitement au prestataire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché précité telle que indiquées ci-dessous, à l'exception du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif.

## **ARTICLE 7 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du marché issu du présent appel d'offres sera opérée par les soins de Mr. Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- Le fonctionnaire, chargé de fournir au prestataire ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 19 Février 2015, est Mr Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- Les paiements prévus au marché issu du présent appel d'offres seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du prestataire dudit marché.

Le MO délivre sans frais, au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché issu du présent appel d'offres portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché issu du présent appel d'offres et de « l'exemplaire unique » remis au prestataire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE**

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au marché issu du présent appel d'offres sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sis.....Maroc.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le MO dans un délai de quinze (15) jours suivant ce changement.

## **ARTICLE 9 : SOUS -TRAITANCE**

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché issu du présent appel d'offres, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché issu du présent appel d'offres ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché issu du présent appel d'offres ni porter sur la partie principale dudit marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le prestataire est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché issu du présent appel d'offres, de la confier à des entreprises installées au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le prestataire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché issu du présent appel d'offres tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

## **ARTICLE 10 : DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES**

Le marché reconductible issu du présent appel d'offres est conclu pour une période d'une année. Le marché reconductible est reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois (3) années consécutives.

La durée du marché reconductible issu du présent appel d'offres court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective prévue par l'ordre de service de commencement desdites prestations.

La non reconduction du marché reconductible issu du présent appel d'offres est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché précité moyennant un préavis. Elle donne lieu à la résiliation dudit marché.

Lorsque le Maître d'Ouvrage voudrait mettre un terme au marché issu du présent appel d'offres, il doit adresser un préavis d'un (01) mois au prestataire.



Dans le cas où le prestataire voudrait mettre un terme au marché issu du présent appel d'offres, il doit adresser au Maître d'Ouvrage un préavis de trois (03) mois.

## **ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX**

Le marché issu du présent appel d'offres est à prix unitaires.

Les prix du marché issu du présent appel d'offres sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

## **ARTICLE 12: REVISION DES PRIX**

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, les prix du marché issu du présent appel d'offres sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

## **ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DÉFINITIF**

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **Quatre Mille Dirhams (4 000,00 DHS)**. Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au Prestataire selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant maximal initial du marché issu du présent appel d'offres. Si le Prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, et le paiement de la retenue de garantie est effectué ou bien les cautions qui les remplacent sont libérées à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestations dans les conditions prévues à l'article 49 du CCAG-EMO.

## **ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE**

La retenue de garantie à prélever sur les décomptes provisoires est de Dix (10) pour cent. Cette retenue de garantie cessera de croître quand elle aura atteint Sept (7) pour cent du montant maximum du montant initial du marché issu du présent appel d'offres.

La caution personnelle et solidaire remplaçant la retenue de garantie prévue à l'article 14 du CCAG EMO peut être constituée par tranches successives d'un montant égal à la valeur de la retenue de garantie de chaque décompte.

## **ARTICLE 15 : ASSURANCES - RESPONSABILITES**

Conformément à l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-05- 1434 du 28 décembre 2005, le Prestataire doit, avant tout commencement de la prestation, adresser au MO, dans les trois (03) semaines qui suivent la date de notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution dudit marché tels que cités à l'article 20 du CCAG-EMO et précisant leur date de validité.

Aucun paiement ne sera effectué tant que le prestataire n'aura pas rempli ces obligations et fourni les attestations énumérées dans la 1<sup>er</sup> paragraphe du présent article.

## **ARTICLE 16 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT**

Les frais de timbres et d'enregistrement sont à la charge du prestataire.

## **ARTICLE 17 : MODALITES DE RECEPTION**

Le délai de garantie est fixé à six (06) mois à partir de la fin de chaque année budgétaire. Pendant ce délai, le Prestataire du marché issu du présent appel d'offres devra répondre à toute notification qui lui sera adressée pour prendre en considération toutes les remarques du MO émises à l'égard des prestations effectuées.

La réception provisoire sera prononcée dès la réception des rapports d'intervention de la maintenance préventive et corrective et leur acceptation et approbation par le MO.

Un procès-verbal de réception provisoire sera dressé, conformément à l'article 47 du CCAG-EMO, dès l'achèvement des prestations de chaque année de mesure.

La réception définitive partielle sera prononcée à l'expiration du délai de garantie, sous réserve que le Prestataire du marché issu du présent appel d'offres ait satisfait à toutes les notifications qui lui auraient été adressées pendant la durée du délai de garantie. Dans le cas contraire, les obligations du Prestataire du marché issu du présent appel d'offres se prolongeront jusqu'à ce que les prestations aient été mises en état de réception définitive.

A l'expiration de la durée du marché reconductible issu du présent appel d'offres, un procès-verbal de réception définitive globale sera établi et signé par le Prestataire et le maître d'ouvrage et marquera la fin de l'exécution du marché cadre issu du présent appel d'offres.

## **ARTICLE 18 : MODE DE RÈGLEMENT**

Le règlement sera effectué d'une manière semestrielle, soit après l'intervention du prestataire et achèvement des prestations objet du marché issu du présent appel d'offres au niveau de chaque barrage.

Le règlement des prestations de maintenance préventive et corrective réalisées sera effectué sur la base des décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé au prestataire après réception par le maître d'ouvrage de tous PVs de réception des prestations, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations de maintenance préventive et corrective prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au prestataire seront versées au compte bancaire N° ..... Ouvert d'après de .....

## **ARTICLE 19 : PÉNALITÉS DE RETARD**

### PENALITES DE RETARD :

En application des stipulations de l'article 42 du CCAG-EMO et en cas de retard de l'exécution des prestations prévues dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres, il est appliqué, à l'encontre du Prestataire, une pénalité journalière de 1‰ (un pour mille) du montant annuel maximal du marché issu du présent appel d'offres modifié ou complété éventuellement par les avenants.

## **ARTICLE 20 : PÉNALITÉS PARTICULIERES**

### PENALITES PARTICULIERES CONCERNANT LA :

Si le fonctionnement normal d'un système n'est pas rétabli dans un délai de deux (02) jours, à compter de l'heure de réception de la demande d'intervention adressée au prestataire, le maître d'ouvrage déclarera l'appareil indisponible pour non rétablissement à partir de la date précitée et une pénalité journalière de Cinq cent Dirhams (500 Dh) sera appliquée à l'encontre du prestataire.

### DISPOSITIONS CONCERNANT LES PENALITES :

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage qui, sans préjudice de toute autre méthode de recouvrement, déduit d'office le montant de ces pénalités de toutes les sommes dues au prestataire. L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrites au titre dudit marché.

Les journées de repos hebdomadaire ainsi que les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Le montant de l'ensemble des pénalités est plafonné à (10%) dix pour cent du montant annuel maximal du marché initial issu du présent appel d'offres éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché issu du présent appel d'offres après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

## **ARTICLE 21 : RÉSILIATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES**

La résiliation du marché issu du présent appel d'offres peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 26 du décret n° 2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés de l'Etat et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO. La résiliation du marché issu du présent appel d'offres ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au prestataire en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision

motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

## **ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Le Prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

Le Prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

## **ARTICLE 23 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC**

Le prestataire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le prestataire peut demander au maître d'ouvrage de lui transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations, prévues par les lois et règlements en vigueur, que le prestataire formule du fait des conditions particulières du marché.

Si le prestataire a l'intention de recruter du personnel en dehors du Maroc pour l'exécution du marché, il doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'immigration au Maroc.

Le prestataire doit aviser ses sous-traitants que les obligations énoncées au présent article leur sont également applicables. Il reste responsable à l'égard du maître d'ouvrage du respect de celles-ci.

Si le prestataire ne respecte pas les obligations du présent article, il est fait application des mesures prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

## **ARTICLE 24: RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES**

Si, en cours d'exécution du marché issu du présent appel d'offres, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le Prestataire, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

## **ARTICLE 25 : AVANCES**

Il n'est pas prévu l'octroi d'avance pour le marché issu du présent appel d'offres.

## **ARTICLE 26 : CAS DE FORCES MAJEURES**

Conformément aux prescriptions de l'article 32 du C.C.A.G-EMO, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 20 cm ;

- La pluie : 100 mm ;
- Le vent : 150 km/h ;
- Le séisme : 7 degré sur l'échelle de Richter

## CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

### ARTICLE 27 : PRESENTATION ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le marché reconductible issu du présent appel d'offres a pour objet la maintenance préventive et corrective du matériel d'auscultation accessible type Soil instrument installés dans les barrages relevant de la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou :

Le matériel installé dans les barrages cités à l'article 1 ci-dessus qu'il convient de maintenir en bon état de fonctionnement est le suivant :

<b>Liste A: Matériel portatif</b>
Poste de lecture à corde vibrante
Poste de lecture pour inclinomètre (Sonde et PDA)
Poste de lecture des thermocouples
Poste de lecture pour pendule
Poste de lecture numérique pour clinomètre (Poste et PDA)
Poste de mesure de la conductivité (Conductimètre)
Poste de mesure de la turbidité (Turbidimètre)
Chaine digital de lecture pour fil invar
Sonde Tassométrique
Sonde Inclinométrique
Sonde piézométrique

<b>Liste B: Matériel fixe</b>
<b>BARRAGE AL WAHDA</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>Centrale d'acquisition automatique des mesures type Campbell CM1</li><li>Centrale d'acquisition manuel des mesures type Soil Instrument CM1</li><li>Centrale d'acquisition automatique des mesures type Campbell CM2</li><li>Centrale d'acquisition manuel des mesures type Soil Instrument CM2</li><li>Centrale d'acquisition automatique des mesures type Campbell CM3</li><li>Centrale d'acquisition manuel des mesures type Soil Instrument CM3</li></ul>
<b>BARRAGE SIDI ECHAHED</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>Centrale d'acquisition des mesures type Campbell</li><li>Centrale d'acquisition manuel des mesures type Soil Instrument</li></ul>
<b>BARRAGE ASFALOU</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>Centrale d'acquisition des mesures type Campbell</li><li>Centrale d'acquisition manuel des mesures type Soil Instrument</li></ul>
<b>BARRAGE OUELJET ASSOLTANE</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>Centrale d'acquisition des mesures type Campbell</li><li>Centrale d'acquisition manuel des mesures type Soil Instrument</li></ul>

<b>Liste C: Pièces de rechange</b>
<b>Sonde tassométrique</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>Capteur de lecture</li><li>Ecrou de blocage avec corne</li><li>Témoin lumineux</li><li>Batterie (Pile)</li></ul>

<b>Sonde piézométrique</b>
• Ruban de 50 à 100m
• Capteur de lecture
• Témoin lumineux
• Batterie (Pile)
<b>Extensomètre à fil invar</b>
• Manivelle mécanique
• Ruban inox de 30m
• Batterie (Pile) pour lecteur digital
<b>Poste de lecture à corde vibrante</b>
• Connexion capteur
• Connexion commutateur rotatif
• Batterie
• Chargeur de batterie
<b>Poste de lecture pour pendule</b>
• Batterie pour micromètre
<b>Poste de lecture numérique pour Clinomètre</b>
• Batterie
• Chargeur de batterie
<b>Poste de mesure de la conductivité (Conductimètre)</b>
• Solution d'étalonnage de 100 à 13000 $\mu\text{S}/\text{cm}$ ,
• Étui anti-choc
• Étui de protection de rechange
• Piles
<b>Poste de mesure de la turbidité (Turbidimètre)</b>
• Solution de nettoyage pour cuvettes de mesure, 250 m,
• Solutions étalons : <0,1, 15, 100 et 750 FNU
• Cuvettes de mesure
• Capuchons pour cuvettes
• Tissus de nettoyage pour cuvettes
• Clé d'identification FastTrack
• Câble USB pour connexion PC
<b>Appareil électronique de mesure des vinchons</b>
• Batterie (Pile) pour lecteur digital
<b>Sonde inclinométrique</b>
• Ressort de tension
• Ressort de blocage
• Tampon d'arrêt
• Centralisateur
<b>Poste de lecture pour inclinomètre</b>
• Batterie
• Chargeur de batterie
<b>Débitmètres</b>
• Réglette graduée
<b>Centrale d'Acquisition Automatique Campbell</b>
• Batterie 12V,7Ah
• Câble pour connexion PC

<b>Liste D: Logiciel</b>
Logiciel In-Site pour inclinomètre en forage
Logiciel In-port pour PDA des clinomètre électronique et inclinomètres en forage
Windows mobile pour PDA
cambell soft LoggerNet pour système d'acquisition automatique
Pc 208W pour système d'acquisition automatique

Le détail des équipements et les caractéristiques du matériel pourra être consulté dans les bureaux du MO.

Le prestataire ne pourra, en aucun cas, formuler des réclamations basées sur une connaissance insuffisante de l'importance des équipements, des lieux et des conditions d'exécution des prestations.

## **ARTICLE 28: PRESTATIONS A LA CHARGE DU PRESTATAIRE**

Les prestations objet du marché issu du présent appel d'offres seront réalisés une fois tous les **six (6) mois** au niveau de chaque barrage (maintenance préventive et corrective) selon un programme préétabli en commun accord avec le MO.

Au démarrage des prestations, le prestataire s'engage à effectuer, en liaison avec le MO, une visite à tous les barrages objet du marché issu du présent appel d'offres pour réaliser un diagnostic sur l'état du matériel accessible type soil instrumnt installé sur les barrages et sur les postes portatifs et instrument de mesures disponible. Il dressera un état des lieux dans un rapport à remettre au MO dans un délai d'un mois après l'ordre de service de commencer les prestations de maintenance préventive et corrective. Il précisera les actions de maintenance à entreprendre.

Le démarrage des prestations de maintenance préventive et corrective objet du marché issu du présent appel d'offres ne pourra avoir lieu qu'après validation par le MO du rapport de diagnostic et émise de la lettre de commande par le MO prescrivant le commencement des prestations de maintenance préventive et corrective.

Le MO peut contrôler à tout moment la qualité et la quantité des prestations de maintenance préventive et corrective exécutées avec ses propres moyens ou à l'aide d'un organisme extérieur spécialisé. Les opérations de vérifications, auront lieu à l'occasion des interventions de maintenance.

L'admission et l'appréciation d'une intervention sont prononcées par le personnel compétent du MO. Dans le cas de non admission motivée par un rapport contradictoire du technicien du MO, le prestataire doit reprendre l'intervention, après notification dans un délai de 48 (Quarante huit heures). Passé ce délai, le prestataire sera passible, après notification de la non admission, des pénalités contractuelles objet de l'article 19. Il n'y aura pas de paiement de l'intervention non admise.

Comme, les prestations exécuter au titre du marché issu du présent appel d'offres consistent en la maintenance préventive et corrective du matériel d'auscultation accessible installés au niveau des barrages et des postes de mesures portatifs et des instruments de mesures, la maintenance vise à maintenir ou à rétablir l'état de fonctionnement normal des équipements et logiciels objet de cet appel d'offres.

La maintenance regroupe ainsi les actions de réparation, de réglage, de révision, d'étalonnage, de contrôle et de vérification des équipements (matériel et logiciels) ainsi que le changement des pièces de rechange citées à l'article 26 ci-dessus liste C.



Une panne ou anomalie du matériel d'auscultation est tout dysfonctionnement constaté au niveau :

- Du fonctionnement des centrales d'acquisitions manuelle et automatique ;
- Du fonctionnement des postes de mesures portatifs ;
- Du fonctionnement d'un instrument de mesure :
  - Sonde tassométrique ;
  - Sonde inclinométrique ;
  - Sonde piézométrique ;
  - Pied à coulisse digital ;
- Du fonctionnement des logiciels,

On considère que la panne est rétablie lorsque toutes les composantes du dispositif d'appareillage d'auscultation sont jugées par le MO exploitables dans les conditions normales. Et ce conformément à l'article 26 ci-dessus.

Les caractéristiques techniques, les spécifications et les performances des dispositifs des mesures d'auscultations dans le marché issu du présent appel d'offres sont données à titre indicatif. Le prestataire est réputé connaître l'état des équipements lors de la prise en charge du marché précité.

Le prestataire devra déclarer au moins trois mois avant la fin de l'année budgétaire les Équipements déclarés obsolètes ainsi que les recommandations des tâches à réaliser pour rétablir leur bon fonctionnement. Un bilan des performances de ceux-ci sera réalisé de manière contradictoire entre Le prestataire et un représentant du MO. Le prestataire est responsable du service utilisateur afin de confirmer et/ou infirmer la maintenabilité possible et les mises à niveau technique incluses dans le marché issu du présent appel d'offres.

Dans le cas où le prestataire n'aura pas respecté ce délai, il devra assurer la maintenance de ces équipements. Il pourra faire un prêt de matériel de performances équivalentes pour tenir ses engagements. Il donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des équipements et les améliorations à apporter. Il avertit l'utilisateur de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent.

Le prestataire prend soin des équipements d'auscultation des barrages sous sa responsabilité et signale au MO toute anomalie.

### **1. Maintenance préventive**

Elle comprend les opérations destinées à réduire le nombre de pannes et à maintenir les équipements opérationnels et à prolonger leur durée d'utilisation. Elle correspond à **deux (2)** interventions par an effectuées par un technicien spécialisé.

Les opérations de maintenance préventive nécessaires sont à effectuer avant que des pannes ou des anomalies de fonctionnement n'apparaissent, dans la mesure où il est possible de les prévoir.

Il s'agit notamment du :

- Contrôle et vérification systématiques et réguliers du bon fonctionnement des systèmes d'acquisition manuel et automatique des données d'auscultation, des postes de lecture portable et les instruments de mesures des appareils d'auscultation ;
- Diagnostics et tests réguliers selon les règles et les caractéristiques des fabricants,
- Réglages, étalonnage et nettoyages périodiques nécessaires.

**a) Les interventions doivent au minimum traiter les aspects suivants :**

- Vérification de l'état de fonctionnement des système d'acquisitions automatique et extraction des lectures effectuées par le système sur un fichier à fusionner sur CondorV ;
- Vérification de l'état de fonctionnement des système d'acquisitions manuel et réalisation d'une lecture de vérification et à extraire sur un fichier à fusionner sur CondorV ;
- Vérification de l'état de fonctionnement des postes de lecture portables ;
- Vérification de l'état de fonctionnement des sondes de lectures des inclinomètres, des tassomètre et des piézomètres ;
- Vérification de l'état de fonctionnement des rubans au fil invar ;
- Vérification de l'état de fonctionnement et nettoyage des tables des pendules ;
- Vérification des niveaux de remplissages des flotteurs des pendules inverses ;
- Vérification des niveaux de remplissages des bacs d'amortissements des pendules directes ;
- Examen visuel et nettoyage des coffrets de commutations dans les chambres de mesure d'auscultation ;
- Vérification de l'état de charge des batteries et des piles des postes de lecture portables, des sondes de mesures, des systèmes d'acquisitions manuels et automatiques ;
- Réglage des paramètres des systèmes d'acquisitions automatiques ;
- Les mises à jour des logiciels d'acquisitions et de traitement des données d'auscultation (Windows mobiles et In port pour PDA, In side de traitement des données des inclinomètres en forage et des clinomètres électronique, cambell soft Logger Pc 208W), ainsi que les réglages et les paramétrages,
- Le nettoyage après interventions,
- La rédaction des comptes rendus d'intervention,
- Le respect des procédures de préventif.

**b) La première opération de maintenance préventive pour chaque barrage**

Le prestataire est invité à établir une liste des éléments et pièce de rechange nécessaire pour le bon fonctionnement de chaque dispositif d'auscultation conformément à **l'article 26 liste C**, et de procéder au changement de ces derniers.

La maintenance préventive concerne tout le matériel fixe accessibles types Soil instrument, postes de lectures portables et instruments de mesures des appareils d'auscultations faisant partie des dispositifs d'appareillage d'auscultation des barrages cités dans **l'article 1** du marché issu du présent appel d'offres.

Les dates d'intervention sont fixées suivant un calendrier défini annuellement en commun accord avec le prestataire. Toute modification dans l'intervention de la part du prestataire devra faire l'objet d'un préavis écrit de 10 jours.

**2. Maintenance corrective**

La maintenance corrective correspond à l'ensemble des activités réalisées après la défaillance d'un équipement ou la dégradation de sa fonction, pour lui permettre d'accomplir une fonction requise. Il s'agit des opérations de remise en état du dispositif d'auscultation (logiciel et matériel) à une panne ou un dysfonctionnement.

L'intervention au niveau de la maintenance corrective est déclenchée suite à une panne détectée lors des opérations de maintenance préventive ou suite à la demande du MO pour procéder à la remise en état. En cas de défectuosité d'un matériel fixe ou portatif du dispositif d'auscultation, le prestataire devra disposer des moyens humain et matériel nécessaires pour rendre l'équipement ou le système en état de fonctionnement normal conformément à l'article 26 ci-dessus.

Les opérations correctives concerneront notamment :

- Remplacement des pièces consommables cités à l'article 26 liste C ;
- Remplacement et installation des logiciels (**Windows Mobile et In-port pour PDA, In-Site pour inclinomètre en forage, LoggerNet et PC-208 pour système d'acquisition automatique**) et reparamétrage du PDA et des systèmes d'acquisition automatique et manuels ;
- Reparamétrage des postes de mesures des cellules à corde vibrante **type Soil instrument** ;
- Interventions rapides en cas d'anomalies entraînant l'arrêt des mesures d'auscultation ;
- Les essais après interventions de maintenance corrective ;
- Le nettoyage après intervention de maintenance corrective ;
- Le suivi dans le temps des solutions mises en place ;
- Le respect des procédures de maintenance corrective.

Dans chaque opération, le prestataire est responsable des solutions provisoires adoptées et des dispositifs mis en place ainsi que du maintien des règles de sécurité compatibles avec le caractère provisoire de dépannage.

Aussi, le prestataire doit disposer d'une équipe de maintenance ayant une connaissance dédiée des sites objet du contrat. Ses techniciens devront être formés aux produits et dûment habilités. Cette disposition permet une rapidité d'intervention. Aussi le prestataire doit garantir un dépannage dans les 2 jours ouvrés, suivant l'appel téléphonique d'un représentant du MO confirmé par un courrier électronique ou par fax adressé au prestataire.

**N.B :** les interventions correctives liées à une panne sur une des éléments ou composants changés ou réparés par le prestataire (fourniture d'un composant non conforme ou intervention par technicien non qualifié) entre deux périodes d'intervention de maintenance préventive et corrective, elle ne sera pas considérée comme intervention de maintenance préventive et corrective et elle sera totalement à la charge du prestataire (pièces et mains d'œuvres).

### **3. Rapport d'intervention**

A la suite de chaque intervention, le prestataire remettra au MO dans un délai de 14 jours après la date d'intervention, un rapport détaillé, en 3 exemplaires format papier et sur support informatique (CD ou clé USB), sur les interventions de maintenance préventive et corrective effectuées, ainsi qu'une extraction sur un fichier à fusionner sur CondorV des lectures effectuées sur les deux systèmes d'acquisition (manuel et automatique). Le prestataire y mentionnera notamment les dates et heures d'arrivée du technicien et de remise en service de l'appareil, la nature de la panne, sa cause, les prestations de maintenance préventive et corrective effectuées ainsi que les pièces de rechange détachées remplacées conformément à l'article 26 ci-dessus liste C.

#### **3.1 Rapport de la première intervention**

Le rapport de la première intervention citée ci-dessus doit mentionner le type d'intervention pour chaque dispositif d'auscultation, avec la précision de l'état initial y compris une liste des composants ou pièces de rechange pour tous les barrages cités à **l'article 1** du présent CPS.

#### **3.2 Rapport de maintenance préventive et corrective**

A chaque intervention périodique de maintenance préventive, un rapport très bien détaillé sur les interventions contient :

- Fiche d'intervention sur chaque dispositif d'auscultation (modèle de la fiche d'intervention à remettre au MO pour approbation) ;

- Une extraction sur un fichier à fusionner sur CondorV des lectures effectuées sur les deux systèmes d'acquisitions automatique et manuel de chaque dispositif d'auscultation des barrages cités à **l'article 1** du présent CPS;
- Reportage photographique de l'intervention.

Pour les interventions de maintenance correctives, le prestataire est invité à établir une fiche d'intervention détaillée de l'intervention en expliquant exactement la cause de la panne avec justification technique :

- Fiche d'intervention avec les détails techniques et les pièces de rechange changées,
- Une liste des composants ou pièces changées par le prestataire.

#### **4. Assistance technique**

Le prestataire est tenu d'apporter toute assistance technique aux équipes d'exploitation des barrages concernés par le marché issu du présent appel d'offres et les former pour la gestion des informations concernant les mesures d'auscultation. Il doit apporter tout le soutien technique et logistique en matière de maintenance préventive et corrective nécessaire pour le bon déroulement des opérations d'exploitation et être à l'écoute des problèmes techniques rencontrés afin de pallier à tout blocage et dysfonctionnement.

#### **5. Fourniture des pièces de rechange**

La fourniture des pièces de rechange citées à **l'article 26 liste C** concerne la livraison et le montage des différents éléments et accessoires de tous les dispositifs d'appareillage d'auscultation jugés défectueux lors des opérations d'entretien, de réparation et de vérification.

Les pièces défectueuses remplacées restent à la propriété du MO. Les pièces de rechange doivent être de même qualité que celles remplacées. Elles doivent être conformes aux références et normes utilisées par la maison mère du matériel

#### **6. Formation du personnel**

Le prestataire est tenu de :

- Prévoir une présentation au niveau d'un barrage pour la formation du personnel du MO sur la réalisation des mesures d'auscultation selon les normes pour prolonger la durée de vie des instruments de mesure d'auscultation
- Eventuellement au niveau de chaque barrage pour l'équipe d'exploitation sur le mode de dépannage en cas de panne d'un dispositif de mesure fixe ou portatif.

### **ARTICLE 29 : DOCUMENT A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE**

Le prestataire doit fournir, au MO, 15 (Quinze) jours avant la fin de chaque année budgétaire et en trois (3) exemplaires un rapport détaillé sur toutes les interventions effectuées pendant ladite année accompagnées des recommandations pour le maintien en bon état des systèmes d'auscultation et d'un album photos.

### **ARTICLE 30 : DEROULEMENT DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE**

Au début de chaque année, le maître d'ouvrage communiquera au prestataire la lettre de commande l'invitant à assurer pendant l'année en cours, les prestations de maintenance préventive et corrective des dispositifs d'auscultation installés dans les barrages cités à l'article 1 du présent CPS. Le prestataire devra communiquer au maître d'ouvrage, dans un délai ne dépassant pas trente (30) jours à compter du lendemain de sa réception un programme détaillant le calendrier des interventions au niveau des différents barrages pour la réalisation des prestations de maintenance préventive et corrective objet du marché issu du présent appel d'offres.

Après chaque intervention préventive et corrective, un délai de **six (6) mois**, après constatation du service fait par le MO sera réservé, comme garantie du bon fonctionnement des dispositifs d'auscultation. Toute panne, non imputable à une mauvaise manipulation du MO survenue pendant ce délai, sera réparée aux frais du prestataire.

## **ARTICLE 31 : CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

En cours d'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective objet du marché issu du présent appel d'offres, les représentants du MO sur les sites des barrages, effectueront le contrôle et suivront au plus près le déroulement de l'exécution desdites prestations. Toutefois, le contrôle des agents du MO ne diminue en rien la responsabilité du prestataire.

Le prestataire est tenu de fournir au MO et à sa demande tous les renseignements intéressant l'avancement de l'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective objet du marché issu du présent appel d'offres.

## **ARTICLE 32 : RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE**

Le prestataire est responsable de la réalisation des prestations de maintenance préventive et corrective objet du marché issu du présent appel d'offres conformément aux règles de l'art et aux usages et coutume de la profession et aux dispositions de la loi et de la jurisprudence ainsi que les conséquences dommageables qui pourraient résulter du fait de l'exécution défectueuses des prestations.

A cet effet, le prestataire procédera à la remise en état à ses frais, des équipements endommagés lors de son intervention et dans les délais imposés par le MO.

## **ARTICLE 33 : MOYENS MOBILISES PAR LE PRESTATAIRE**

Le prestataire est sensé mobilisé les moyens suivants :

### **Matériel et équipement**

Le prestataire devra avoir à sa disposition sur le site du barrage le matériel et l'équipement nécessaires à l'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective objet du marché issu du présent appel d'offres. En outre il devra mettre en œuvre tous les moyens permettant de mener à bonne fin ces prestations.

### **Personnel**

Le prestataire devra disposer d'une équipe du personnel qualifiée et expérimentée dans le domaine objet du marché issu du présent appel d'offres pour exécuter les prestations de maintenance préventive et corrective objet du marché précité.

A cet effet, l'équipe proposée par le prestataire doit recouvrir à minima les profils suivants :

- Au moins un (1) ingénieur ayant une expérience confirmée opérationnelle de plus de six (6) ans dans la maintenance des équipements d'auscultation ;
- Au moins un (1) techniciens qualifié ayant une expérience confirmée opérationnelle de plus de cinq (5) ans dans le domaine de la maintenance des équipements d'auscultation.

A cet effet, le prestataire doit présenter au MO pour approbation et avant le démarrage des prestations de maintenance préventive et corrective objet du marché issu du présent appel d'offres, les CV de l'équipe dédiée à ce projet accompagnés des diplômes certifiés conformes.

## CHAPITRE III- MODE D'EVALUATION DES PRIX

### Caractère général des prix :

Les prix ci-après objet du marché issu du présent appel d'offres comprennent :

- Taxes fiscales, droits de douane, droits d'enregistrement du contrat, assurances de toute nature, droits de brevets, tous frais, faux frais, frais généraux et bénéfices du prestataire
- Tous les frais correspondants à l'obligation faite au prestataire de maintenir les moyens d'intervention en personnel, outillages et pièces de rechange en vue d'assurer l'ensemble des prestations, objet du marché issu du présent appel d'offres.

Prix n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 concernant les prestations de maintenance préventive et corrective du matériel d'auscultation des barrages : type Soil instrument

Ces prix rémunèrent, à l'intervention, du prestataire pour la maintenance préventive et corrective des dispositifs d'auscultation des barrages cités à l'article 1 du présent CPS conformément aux prescriptions des articles 28, 29 et 30. Il comprend l'établissement des rapports de l'intervention et l'assistance technique au personnel des barrages.

- Prix n° 1 : Alwahda
- Prix n° 2 : Idriss 1<sup>er</sup>
- Prix n° 3 : Asfalou
- Prix n° 4 : Sahla
- Prix n° 5 : Bouhouda
- Prix n° 6 : Elkansera
- Prix n° 7 : Oueljet Essoltane
- Prix n° 8 : Allal El fassi
- Prix n° 9 : Bab Louta
- Prix n° 10 : garde de Sebou
- Prix n° 11 : Ait Moulay Ahmed
- Prix n° 12 : Michlifen
- Prix n° 13 : Sehb el Merga

## CHAPITRE IV- BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° Prix	Désignation des prestations	U	Qtés	PU	Montant total
Maintenance préventive et corrective du matériel d'auscultation des barrages					
1	Alwahda	Intervention	2		
2	Idriss 1er	Intervention	2		
3	Asfalou	Intervention	2		
4	Sahla	Intervention	2		
5	Bouhouda	Intervention	2		
6	Elkansera	Intervention	2		
7	Oueljet Essoltane	Intervention	2		
8	Allal El fassi	Intervention	2		
9	Bab Louta	Intervention	2		
10	Garde de Sebou	Intervention	2		
11	Ait Moulay Ahmed	Intervention	2		
12	Michlifén	Intervention	2		
13	Sehb el Merga	Intervention	2		

				TOTAL HT DH	
				TVA 20%	
				TOTAL TTC DH	

Arrêté le présent bordereau des prix-détail estimatif à la somme TTC de .....

**AO n° 52/2021/ABHS-Fès**

**Objet :** Maintenance préventive et corrective du matériel d'auscultation des barrages

## MARCHE RECONDUCTIBLE

**Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales**

Pour un montant de : .....

<b>Dressé par :</b>	<b>Vérifié et présenté par :</b>
Fès, le .....	Fès, le : .....
<b>Lu et accepté par :</b> <b>Le Prestataire soussigné</b>	
Fès, le .....	
<b>Visé par :</b> <b>Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou</b>	<b>Approuvé par :</b> <b>Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou</b>
Rabat, le : .....	Fès, le .....